



Récapitulons

CSAL

Comité Social d'Administration Local

Drfip 44

16 avril 2024

Dans un contexte de destruction du service public, [la CGT est intervenue dans sa liminaire](#) pour dénoncer les annonces scandaleuses du ministre de la Fonction publique : rémunération au mérite, licenciements, suppressions des catégories A, B, C. Le service public a besoin des moyens aujourd'hui donnés par l'État aux grandes entreprises sans condition.

FORMATION PROFESSIONNELLE

La Direction a présenté le **plan de formation 2024**.

Votes

- Pour : Cgt, Cfdt, Fo, Unsa
- Abstention : Solidaire

Un **bilan de la formation 2023** a aussi été présenté.

Les organisations syndicales ont salué le travail de la Forpro.

Les **e-formations et les formations en distanciel** ne rencontrent pas l'adhésion des agent·e·s. Nous aurions pu penser que le développement du télétravail faciliterait l'usage des e-formations. Il n'en est rien.

Il peut y avoir des difficultés techniques mais les agent·e·s semblent surtout réfractaires à ce titre de formation.

Il est constaté beaucoup d'**absentéisme** lors des formations y compris des formations obligatoires (qui du coup ne sont plus obligatoires ?). **La CGT** a demandé un bilan qualitatif pour les absences sur les formations en présentiel (10,3 %).

Sem@for est une application jeune qui nécessite encore un accompagnement des agent·e·s. Pour la direction c'est un avantage pour améliorer le processus de formation. Reste à optimiser la gestion des vœux qui permettent de mettre en place ensuite des formations. **La CGT** a souligné qu'il fallait encore chercher un équilibre entre « je vais piocher tout seul ma formation dans le catalogue » et un suivi précis des parcours de formation par le chef de service et la Forpro.

La CGT a demandé quel dispositif de **préparation au concours des contractuels en contrat court**

était possible. C'est un sujet important pour la Direction qui souhaite que ces personnes intègrent la Dgfip in fine en passant des concours, d'autant qu'il y a un effort collectif sur la formation de ces collègues.

BUDGET 2023 & 2024

Sans surprise le **budget continue et va continuer à diminuer** dans un contexte de réduction des effectifs, des implantations immobilières et des moyens.

Un **budget d'austérité** qui est en adéquation avec la politique gouvernementale ultralibérale et en guerre contre le service public.

La CGT a dit son inquiétude sur le budget 2024 qui peut être encore plus contraint que prévu.

CAMPAGNE IR 2023

Une campagne 2023 difficile marquée par GMBI. Ce service « **Gérer mes biens immobiliers** » a été catastrophique.

La campagne 2023 confirme que les outils informatiques et téléphoniques de la Dgfip sont à la traîne accentuant les difficultés pour les agent·e·s et les usager·e·s.

La charge de travail sur les Sip en premier, mais pas seulement, est très importante. Le nombre d'e-contact, mail et appels téléphoniques en très peu de mois est considérable.

La CGT souligne l'effondrement de l'accueil physique par rapport à 2019, paradoxal en apparence vu les difficultés GMBI mais qui s'explique par le resserrement de notre réseau en lien avec le NRP. La diminution de nos capacités d'accueil entraîne une diminution de presque 40 % du nombre de

personne accueillies à nos guichets malgré un rebond en 2023. Nous constatons que la fermeture de nos guichets a donc bien une conséquence concrète en termes d'offre de service public. Par ailleurs, l'accueil premier niveau dans les SGC n'est quasi pas évalué.

Pont du 10 mai :

Ce pont dit « naturel » a été refusé par la Direction encore une fois.

Pour rappel, Il est prétexté par la Drfip44 que ce pont arrive dans le contexte de la campagne IR et que c'est une directive nationale. Mais 58 Directions ont accordé ce pont.

BILAN NRP 2023

En 2023, le Nouveau Réseau de Proximité a impacté particulièrement le Service de Gestion Comptable de **Nort-sur-Erdre** et son antenne d'**Ancenis**, celui du **Vignoble** et la trésorerie de **Nantes Établissements Hospitaliers**. La Direction considère que « ces opérations se sont bien déroulées ».

Les agent·e·s sont globalement satisfait·e·s de l'aménagement de leurs locaux et ont subi avec résilience ces changements imposés.

Les **accueils physiques** ont diminué pour être déportés vers les buralistes et les espaces France Service situés dans les mêmes communes que ces services !

Nous avons aussi posé la question de la pérennité de l'antenne SGC à Ancenis.

La Direction concède que la mise en place de ces services fusionnés a entraîné une **augmentation de la charge de travail**. On constate une véritable industrialisation des tâches, avec une perte d'intérêt pour les collègues. La question du contrôle des dépenses reste entière avec le CHD bientôt piloté par IA.

Il est constaté aussi que les évolutions dans ces trésoreries et chez les ordonnateurs provoquent des difficultés relationnelles entre ces services. Les CDL et les adjoint·e·s des SGC vont devoir faire un effort de formation des agent·e·s des collectivités.

Un rapport du **sénat est plus critique** sur le Bilan du Nrp. Seulement 32 % des maires ruraux sont satisfaits de ce notre nouveau maillage par exemple.

Cette suppression de trésoreries et de services entraîne aussi des trajets plus longs pour les usagers et les agents. Cela n'est pas très **écocorrespondant**.

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

Les ministères présentent des plans de transition environnementale : trouver des actions permettant de réduire l'empreinte carbone au sein des Directions.

Actions fléchées:

- déplacements
- énergie des bâtiments
- achats responsables

Des effets d'annonces, dont certaines actions sont louables, mais on a parfois l'impression que les objectifs sont plus financiers qu'environnementaux.

Par exemple, le plan n'évoque pas les problèmes environnementaux liés aux outils informatiques et la dématérialisation. On remplace des composants (déplacement, papier...) par d'autres qui ont un coût environnemental parfois plus grand. Avec des budgets en forte décroissance, nous allons de facto limiter notre empreinte !

QUESTIONS DIVERSES

France Service de Nantes Bellevue

La **Cgt** a attiré l'attention de la Direction sur le sentiment d'insécurité de certains collègues allant faire des permanences dans cet espace France Service.

Aucun vigile n'est prévu sur ce site y compris dans le cadre du plan vigipirate. Ces permanences seront assurées par des EDR mais sont conjointement assurées avec une association des quartiers.

Semaine EN 4 jours

La **Cgt** a interrogé la Direction sur l'expérimentation éventuelle, poussée par la Dgfp, de la semaine en 4 jours à la Drfip 44.

La Directrice Générale tiendra un comité de réseau pour présenter une expérimentation à la Dgfp en juin 2024.

Elle pourrait être déclinée au niveau local ensuite. Contrairement à d'autres directions, la Drfip 44 préfère ne pas se précipiter.

Cgt Finances Publiques 44

Vos représentants Cgt :

- Alain Colas
- Pierre-Yves Grellier

